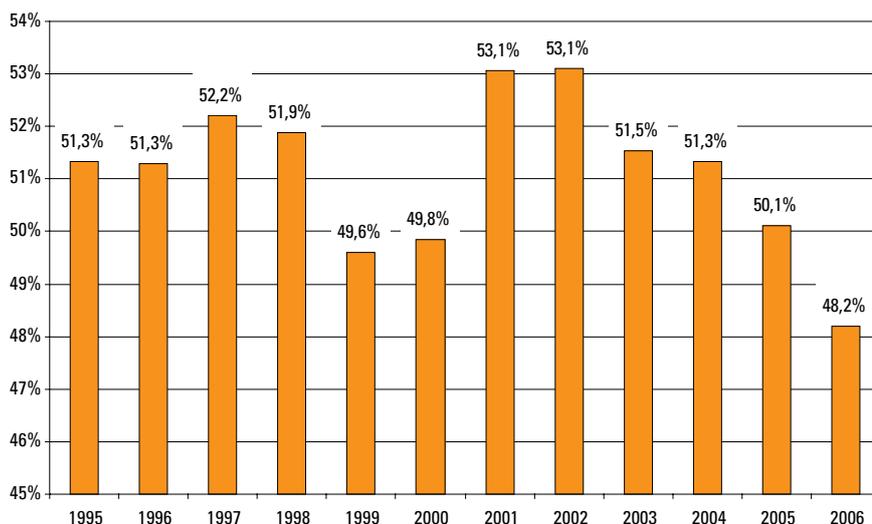


De manière schématique, les entreprises ont deux grands postes de dépenses pour réaliser leurs bénéfices : les consommations intermédiaires<sup>1</sup> et les salaires.

## Des coûts salariaux très compétitifs

Comme l'a évoqué à plusieurs reprises la CEP•L, les salaires versés par les entreprises luxembourgeoises sont loin d'être pénalisants pour ces entreprises, notamment lorsqu'ils sont comparés à la richesse produite. Un indicateur souvent considéré pour mesurer la rétribution des salariés rapportée à la richesse produite par eux est le coût salarial unitaire (CSU)<sup>2</sup>.

### CSU réel - Luxembourg



Source : Statec ; calculs : CEP•L

En 2006, le CSU a connu au Luxembourg une baisse de 3,8% par rapport à 2005, se situant ainsi dans la tendance qui prévaut depuis 2002, année où le CSU avait atteint son maximum depuis 1995. Depuis 2002, soit en quatre années, le CSU a ainsi connu une baisse de 9,3%. En d'autres termes, le poids des salaires tend à diminuer depuis 2002 par rapport à la valeur ajoutée dégagée par les activités de production.

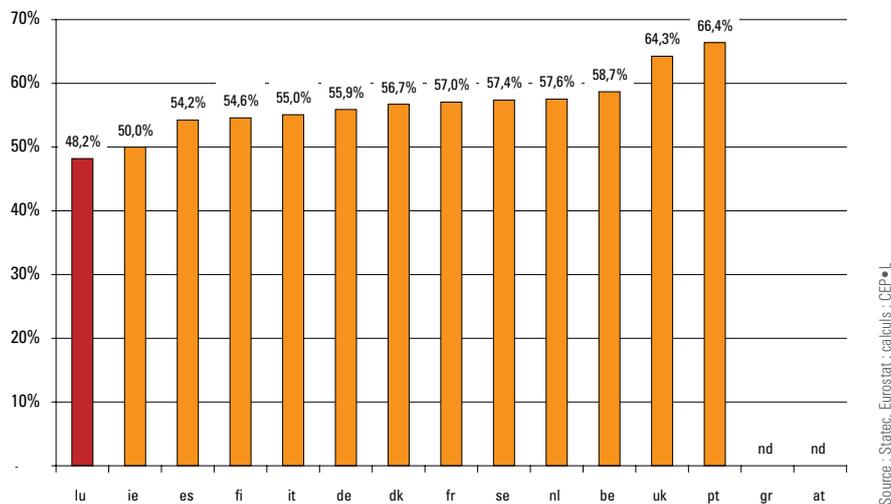
<sup>1</sup> Les consommations intermédiaires sont les biens et services utilisés au cours de la production.

<sup>2</sup> Nous utilisons dans cet EconeWS le CSU réel. Selon Ameco, base de données officielle de la DG ECOFIN, la définition du CSU réel pour l'ensemble de l'économie est la suivante :

$$\text{CSU Réel} = \frac{(\text{Rémunération des salariés} / \text{Nombre de salariés})}{(\text{PIB au prix du marché à prix courants} / \text{Emploi total})}$$

Le graphique suivant présente le CSU pour l'ensemble des pays de l'UE-15.

**Coût salarial unitaire 2006 dans l'UE-15**



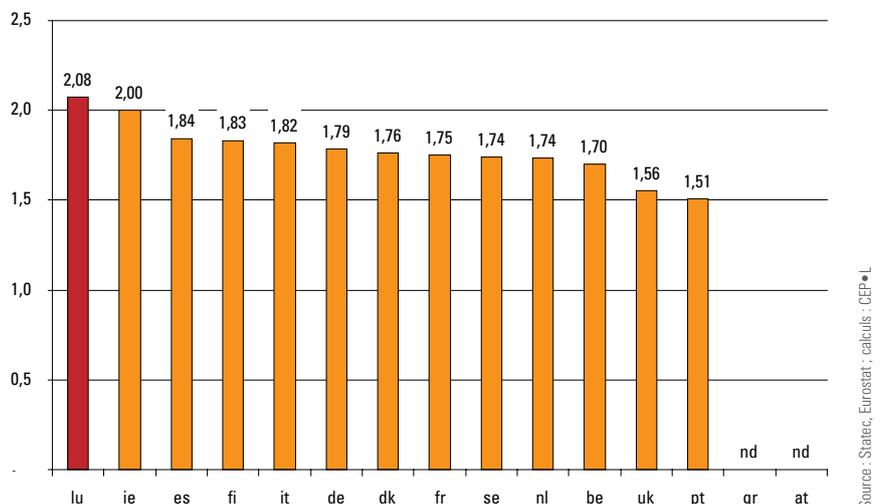
**En 2006, le Luxembourg disposait donc du plus faible CSU de l'UE-15.** Ainsi, la rétribution moyenne d'un salarié représentait en 2006 48,2% de la richesse moyenne créée par emploi, c'est-à-dire du PIB par emploi. Au niveau de l'ensemble de l'économie, le Luxembourg n'est donc certainement pas pénalisé par ses coûts salariaux.

Sur les trois premiers trimestres 2007, le CSU semble se stabiliser, puisqu'il est identique au CSU des trois premiers trimestres 2006.

**Au regard des performances internationales, on ne peut donc nullement affirmer que les coûts salariaux luxembourgeois seraient pénalisants, tant l'écart de CSU est important entre le Luxembourg et les pays voisins, qui sont ses principaux partenaires économiques.**

Le graphique suivant illustre le rapport inverse, à savoir combien d'euros de PIB sont créés pour un euro de coût salarial<sup>3</sup>.

**PIB pour un euro de coût salarial (2006)**



<sup>3</sup> Il s'agit du coût salarial global incluant les cotisations patronales, les primes, les heures supplémentaires...

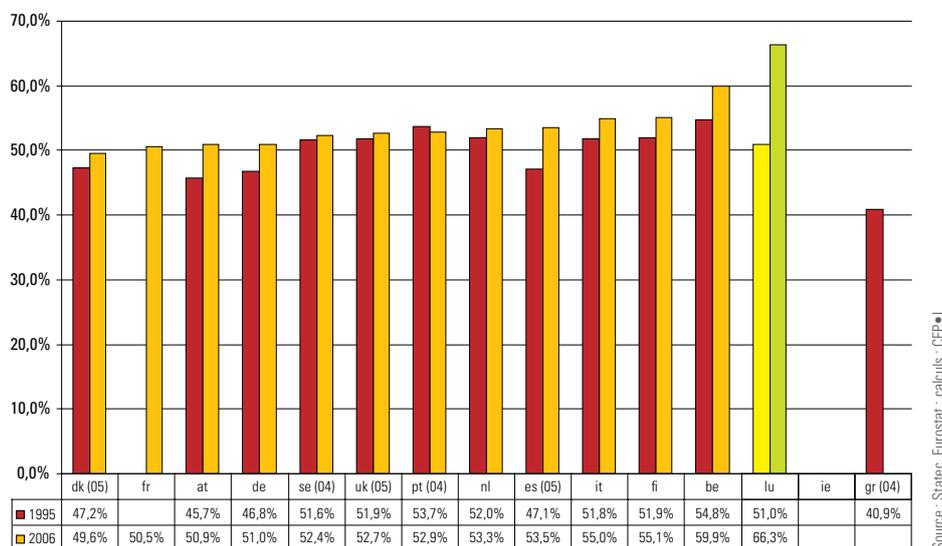
Au Luxembourg, lorsqu'une entreprise dépense un euro en salaire, cela rapporte en moyenne 2,08 euros de PIB, c'est-à-dire de valeur ajoutée. Ce chiffre, le plus élevé de l'UE-15 devant l'Irlande, devance de loin les pays voisins qui se situent entre 1,70 euros pour la Belgique et 1,79 euros pour l'Allemagne.

## Des dépenses de consommations intermédiaires très élevées au Luxembourg

Venons maintenant aux consommations intermédiaires<sup>4</sup>, qui constituent l'autre poste important de dépenses des entreprises. Rappelons que la valeur ajoutée créée est obtenue en déduisant de la valeur de la production les montants dépensés en consommations intermédiaires.

Le graphique suivant montre qu'au Luxembourg les dépenses de consommations intermédiaires sont les plus fortes au regard de la valeur de la production. Elles y représentent deux tiers de la valeur de la production alors qu'elles n'en représentent que la moitié en France et en Allemagne.

### Consommations intermédiaires en % de la production

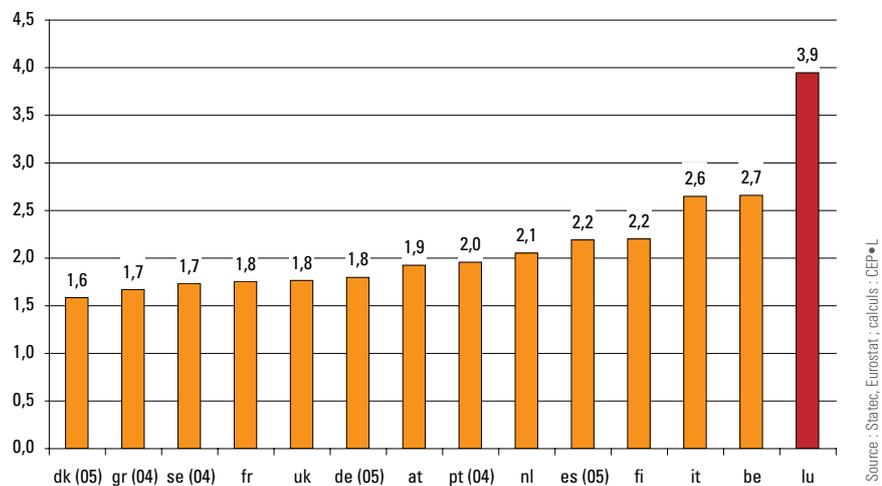


Si presque tous les pays ont vu la part des consommations intermédiaires augmenter entre 1995 et 2006, **la progression a été de loin la plus forte au Luxembourg** : alors qu'en 1995, avec des dépenses de consommations intermédiaires représentant 51% de la valeur de la production, le Luxembourg se situait tout à fait dans la norme, il dépasse largement les autres pays de l'UE-15 en 2006.

Le graphique suivant illustre le rapport entre dépenses de consommations intermédiaires et coûts salariaux dans les pays de l'UE-15. **On constate qu'au Luxembourg les consommations intermédiaires représentent un coût près de quatre fois plus élevé que les coûts salariaux, soit largement plus que dans les autres pays de l'UE-15.**

<sup>4</sup> Les consommations intermédiaires sont l'ensemble des biens et services consommés au cours de la production, en dehors des investissements. Elles vont des matières premières aux frais de communication ou d'énergie, en passant par les diverses fournitures.

### Rapport Consommations intermédiaires / Coûts salariaux (2006)



Si la compétitivité du Luxembourg était menacée en termes de coûts, ce ne serait donc pas du côté des coûts salariaux mais plutôt de celui des consommations intermédiaires qu'il conviendrait de regarder.